



## **L'attractivité des Investissements Directs Etrangers dans le Contexte de Crises Actuelles**

**Rania MASKINE**

Doctorante à la Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales – Souissi

Laboratoire d'Etudes et de Recherches Juridiques et Politiques (LERJP)

Université Mohammed V de Rabat

*This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.*



---

**Abstract:** FDI plays a major role in growth and sustainable development, increasing the productive capacity of the economy, stimulating job creation and revenue growth. However, the international investment environment of recent years has been profoundly altered by the current crises.

This article looks at how the various dimensions of fragility and the current crises, notably the Covid-19 pandemic, the rising costs of adapting to climate change and the stagflation engendered by the war in Ukraine, are affecting investment worldwide, and presents public policy considerations that could help remove the obstacles to attracting and retaining FDI. It also analyzes the main determinants of fragility and their complex relationship with FDI.

**Keywords:** Investissements directs étrangers, crises, COVID-19, guerre en Ukraine.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.8417095>

---

## 1 Introduction

Les IDE jouent un rôle majeur dans la croissance et le développement durable, ils augmentent la capacité productive de l'économie, stimulent la création d'emplois et la croissance des revenus. En revanche l'environnement de l'investissement international ces dernières années a été profondément bouleversé à cause des crises actuelles, selon le dernier rapport de la CNUCED sur l'investissement dans le monde, « les flux d'IDE vers les économies en développement vont probablement suivre une trajectoire descendante,... et certainement l'incertitude des investisseurs et leur aversion au risque pourraient exercer une forte pression à la baisse sur les flux mondiaux d'investissements étrangers directs (IED) cette année. » La fragilité et les crises diminuent la capacité des pays à attirer l'investissement. Cet article s'intéresse à la façon dont les différentes dimensions de la fragilité et des crises actuelles notamment de la pandémie de la Covid-19, l'augmentation des coûts d'adaptation aux changements climatiques et de la stagflation engendrée par la guerre en Ukraine affectent l'investissement au monde et présente des considérations de politique publique qui permettraient de lever les obstacles à l'attraction et à la rétention de l'IDE. Il analyse également les principaux déterminants de la fragilité et leur relation complexe avec l'IDE.

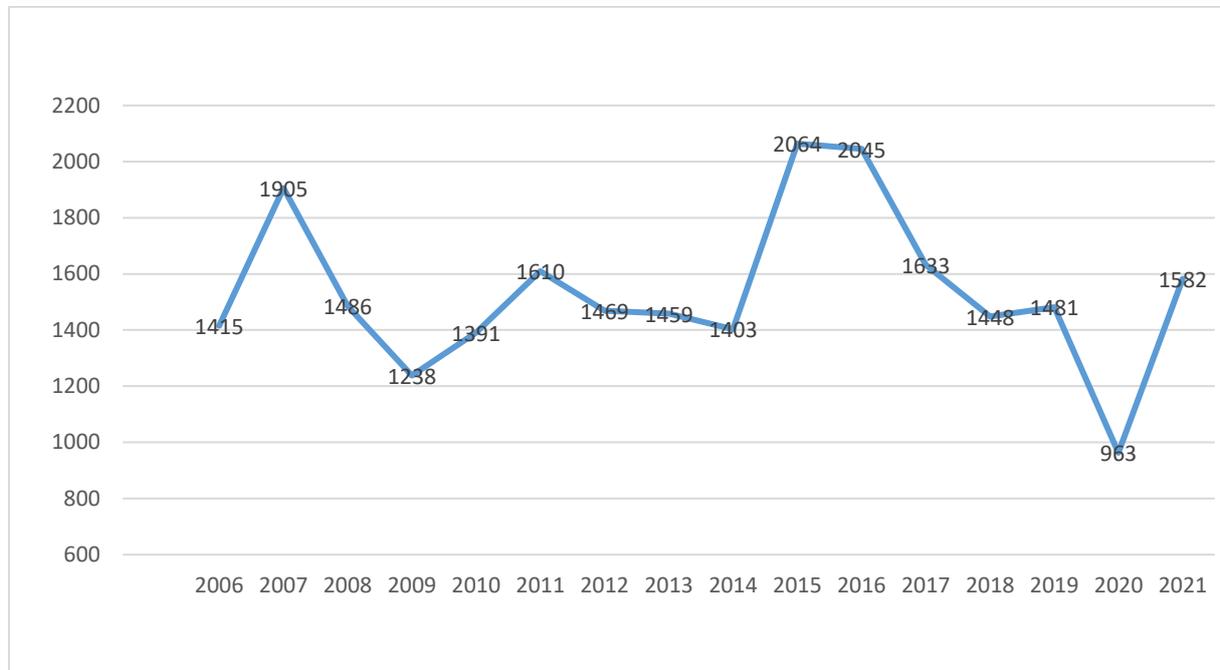
### 2.1 Evolution des IDE en période de covid-19

La pandémie mondiale de Covid-19, a modifié le tableau mondial des IDE, ainsi que son impact sur les différents secteurs de l'économie, il a provoqué une crise économique généralisée passant d'un problème de santé à une "pandémie économique" avec des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, une augmentation extrême des dettes publiques, une augmentation massive du chômage, des fermetures sans précédent, des mesures et restrictions innovantes imposées aux entreprises...

Le ralentissement de la mondialisation économique observé ces dernières années pourrait être aggravé par la pandémie, car l'ampleur de la perturbation actuelle du commerce international, de la production mondiale, des IDE ...est sans précédent. Les mesures, restrictions imposées par les pays pour des raisons de santé et de sécurité ont entraîné la fermeture de nombreuses industries. Ainsi, les entreprises ont subi un choc de la réduction de leur production en raison des restrictions, (la demande de leurs produits par les consommateurs est diminuée). Ce choc se propage rapidement aux investissements, provoquant des sorties de capitaux des principaux bénéficiaires des IDE, les pays en

développement. Le FMI souligne que plus d'un tiers des pays en développement se sont retirés de leurs économies depuis le début de la pandémie.

*Figure (1) : Flux mondiaux d'IDE (Milliards de dollars)*



**Source:** CNUCED (2022), base de données sur l'IDE et les entreprises multinationales. (<https://unctad.org/fdistatistics>)

La figure (1) qui couvre la période allant jusqu'à 2021, montre que le stock mondial d'IDE n'a jamais été aussi élevé, sauf en 2016.

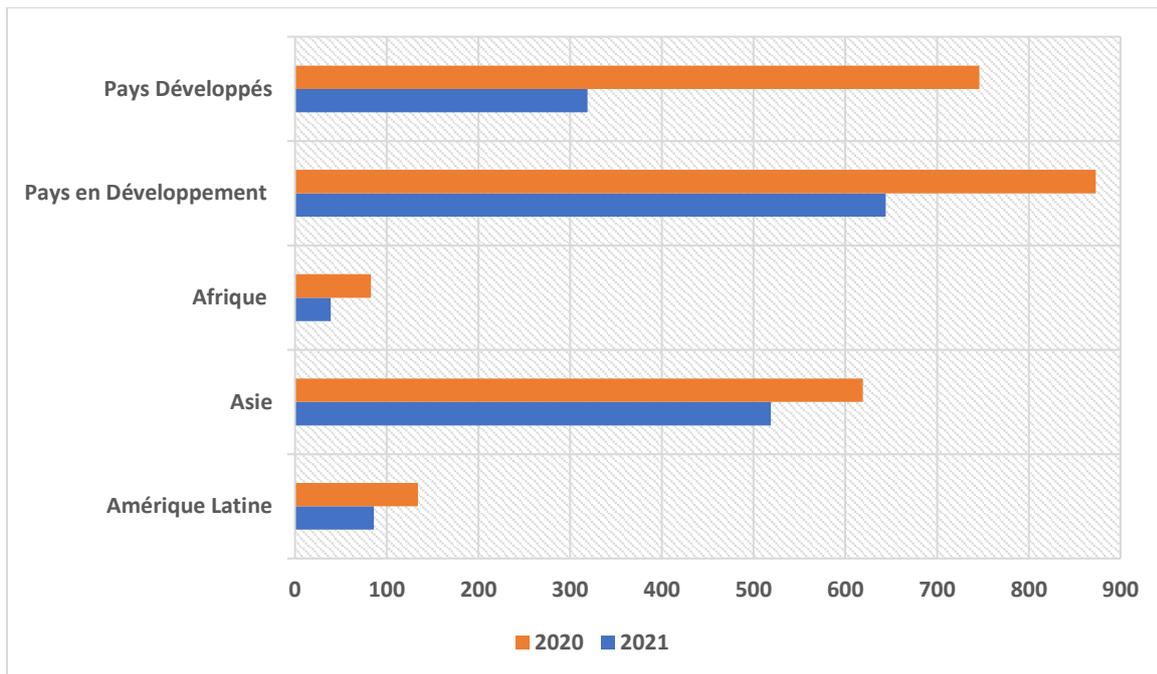
Les flux mondiaux d'IDE en 2021 se sont élevés à 1 580 milliards de dollars, en hausse de 64,3 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2020.

Les flux mondiaux d'IDE ont été durement touchés par la pandémie en 2020, ils ont chuté d'un tiers pour atteindre 1 000 milliards de dollars, soit bien moins que le niveau atteint après la crise financière mondiale il y a dix ans.

Cependant le contexte économique s'est basculé en 2022 par la nouvelle flambée des cas de COVID-19 en Chine, qui s'accompagne de reconfinements dans des régions qui jouent un rôle crucial dans les chaînes de valeur mondiales, pourrait constituer un obstacle supplémentaire aux nouveaux investissements de création de capacités dans des secteurs fortement tributaires de ces chaînes.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> CNUCED (2022) Rapport sur l'investissement dans le monde : les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable.

**Figure (2) : Attraction des IDE par certaines régions en 2020-2021, en milliards de dollars**



Source : CNUCED (2022). (<https://unctad.org/fdistatistics>)

Toutefois, nous observons que la participation des pays développés aux IDE mondiaux a été plus abrupte, et les plus touchés ont été l'industrie manufacturière, les services financiers et le commerce de gros tandis que les pays en développement ont augmenté leur participation aux IDE mondiaux de manière plus régulière (figure 2).

En 2020, Selon la CNUCED les flux d'IDE vers les pays en développement ont diminué de 12 %, mais leur part dans les IDE mondiaux a atteint un niveau sans précédent de 72%. La Chine est devenue le principal bénéficiaire des IDE, qui ont augmenté de 4 %, dont une hausse de 11 % dans les industries de haute technologie, tandis que les fusions et acquisitions transfrontalières impliquant la Chine ont augmenté de 54 %. L'Inde a également connu des entrées d'IDE positives de 13% provenant d'investissements dans les secteurs numériques.

Les flux d'IED vers les pays en développement ont connu une hausse de 30 % pour atteindre 837 milliards de dollars contre 644 milliards en 2020. Cette hausse est expliquée par la forte croissance en Asie, la reprise partielle en Amérique latine et un essor en Afrique.

Les flux d'IED à destination de l'Afrique ont atteint 83 milliards de dollars, contre 39 milliards de dollars en 2020, les pays en développement d'Asie, ont atteint 619 milliards de dollars, tandis que les IED à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes ont augmenté de 56 % pour se porter à 134 milliards de dollar.

## **2.2 Effets de la crise mondiale (covid-19) sur les flux d'IDE**

Les restrictions strictes de quarantaine imposées par de nombreux gouvernements ont gravement affecté leurs économies, ainsi que les décisions des entreprises d'entreprendre des IDE. Dans une reprise économique mondiale post-pandémique, les IDE peuvent jouer un rôle crucial.

L'expérience historique des crises mondiales indique que les filiales étrangères des multinationales, y compris les PME, peuvent être plus résistantes pendant les crises en raison de leur accès aux ressources des sociétés mères. Les IDE peuvent être particulièrement importants pour les économies en développement, étant donné l'exode des autres sources de financement externe de ces économies. En outre, le rôle de l'IDE est important car les FMI sont plus productives en termes de recherche et de développement que les entreprises nationales.

Par conséquent, à long terme, grâce à la coopération transfrontalière et aux partenariats entre les sociétés transnationales et les entreprises nationales, il est possible de surmonter les effets négatifs de la mondialisation.

L'un des effets à long terme de la crise actuelle pourrait être un changement majeur dans la géographie des activités des multinationales à l'étranger, notamment par le biais d'une révision et d'une réduction de la taille de leurs chaînes de valeur mondiales (CVM) afin de se prémunir contre d'éventuelles perturbations. Une stratégie alternative pourrait être la diversification géographique, afin de répartir le risque de crises locales.

En plus de la tendance à la baisse à moyen terme déjà établie des flux mondiaux d'IDE, l'impact immédiat est une baisse des bénéfices réinvestis dans de nombreux produits de base et secteurs manufacturiers, ainsi qu'une augmentation de ces bénéfices dans le secteur technologique et le secteur de la santé. Dans l'ensemble, cependant, la part des bénéfices que les entreprises réinvestissent a tendance à diminuer. Par exemple, le groupe de l'OCDE a connu une augmentation de la part des bénéfices réinvestis depuis 2013, alors que pendant la crise de 2007-2008, elle a diminué de 45 % à 24 %.

### 3. Les IDE au Maroc face aux crises

L'attractivité de l'investissement direct étranger au niveau de notre pays ne cesse de se confirmer comme le prouve le flux continu des implantations étrangers au Maroc. Outre les domaines d'intervention traditionnels des investisseurs étrangers, les IDE ont touché de nouveaux champs tels la fabrication de pièces destinées à l'industrie aéronautique.

#### 3.1 Évolution générale et caractéristiques des IDE

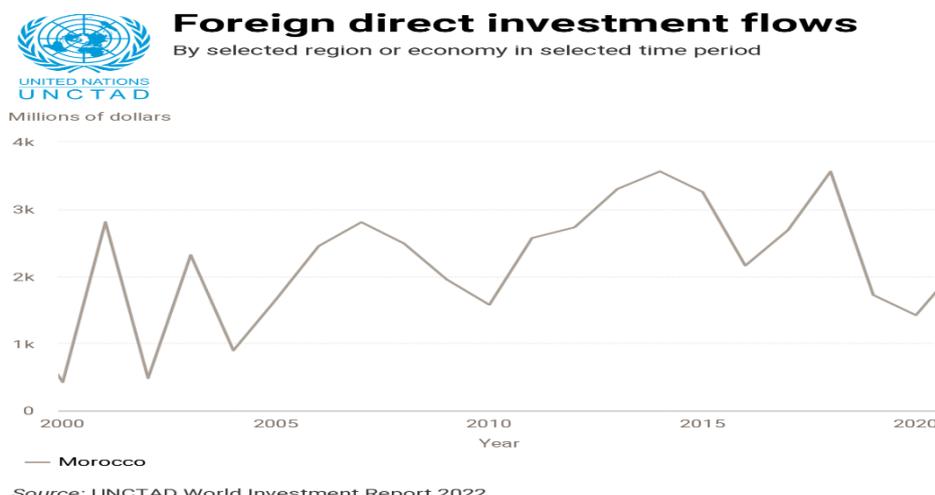
Depuis l'indépendance, le royaume a montré une grande volonté d'attirer les investissements et capitaux étrangers, ceci s'est affirmé dans différentes lois relatives à l'investissement.

En effet, les ressources naturelles dont dispose le pays additionnées à de nombreux avantages comparatifs, tels que la proximité avec le premier marché mondial : l'Europe, l'infrastructure, la disponibilité de la main d'œuvre avec de bas salaire, la stabilité politique, ainsi que la région du Maghreb est victime depuis 2011 d'une instabilité chronique, qui fait que le Maroc est perçu par nos partenaires comme un îlot de stabilité et un potentiel considérable de création de richesses.

D'après les derniers chiffres de l'office des changes le flux net des IDE affiche une hausse de 5,9Mds DH se situant à 2,153 millions d'USD en 2021 contre 1,419 Millions d'USD une année auparavant.

**Graphique 1 : Évolution des investissements directs étrangers (2002-2021)**

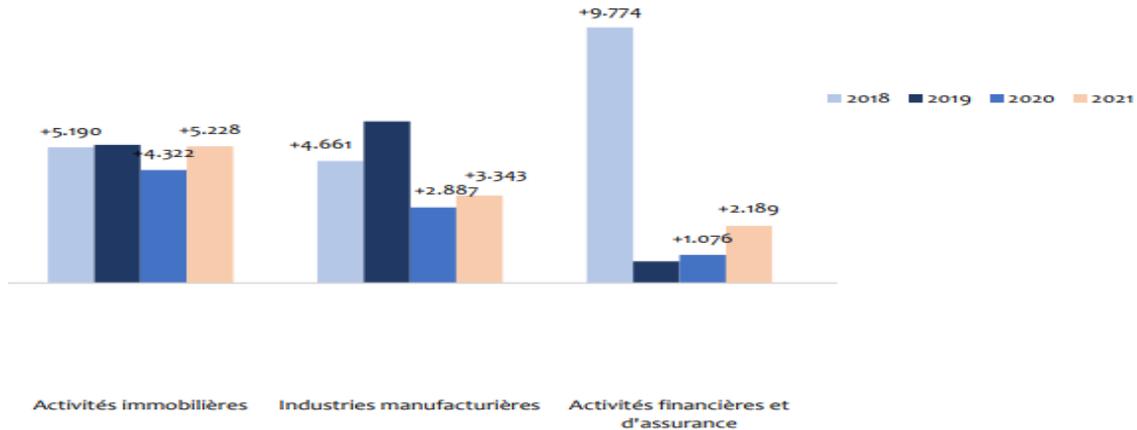
(En millions de dollars)



Selon les données de l'office des changes parmi les secteurs ayant le plus bénéficié d'IDE en 2021 figure le secteur des activités immobilières (+5,2Mds DH ou 27% du total des IDE au Maroc), celui des industries manufacturières (+3,3Mds DH ou 17,3% du total des IDE) et celui des activités financières et d'assurance (+2,2Mds DH ou 11,3% du total).

La part de ces trois secteurs dans le total des flux nets des IDE s'établit à 55,6% en 2021 contre 61,5% une année auparavant.

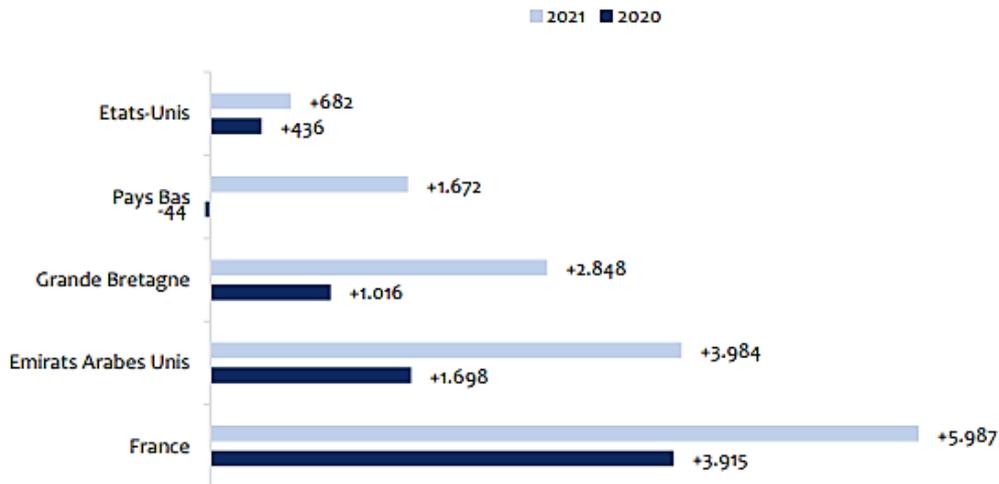
Figure (3) : Les Investissements étrangers par secteur (2018-2021)



Source : office des changes

Pour ce qui est de l'origine des investisseurs, la France est le premier investisseur au Maroc en 2021 avec un flux net de 6 milliards de DH, en hausse de 2,1 milliards en un an. De son côté, le flux net des IDE en provenance des Émirats arabes unis s'élève à 4 milliards de DH, suivi de la Grande-Bretagne (2,8 milliards), des Pays-Bas (1,7 milliard) et des États-Unis avec 0,7 milliard. Ces cinq pays accaparent 78,4% du total du flux net des IDE au Maroc en 2021.

Figure (4) : Ventilation du flux net des IDE par principaux pays en MDH



Source : office des changes

### 3.2 Principales mesures prises en vue d'améliorer l'attractivité du Maroc

Pour assurer une croissance économique durable, l'investissement étranger est l'un des facteurs clés sur lesquels les gouvernements de nombreux pays développés et en développement concentrent leur attention. Ce sont les investissements étrangers qui deviennent la base d'un développement économique de haute qualité dans les pays du monde, ce qui reflète également l'évolution favorable du climat d'investissement du pays, un indicateur clé lorsque les investisseurs étrangers analysent les possibilités d'investir dans un pays particulier.

Pour renforcer leurs positions sur le marché international et améliorer l'image d'investissement du pays, les gouvernements travaillent pour assurer la croissance du développement socio-économique, les conditions de la stabilité politique et la formation des conditions pour assurer la protection des intérêts des investisseurs étrangers.

Avec l'accélération du développement économique, la plupart des pays considèrent l'attractivité des investissements comme l'indicateur le plus général de la possibilité d'investir dans chaque objet spécifique (pays, région, industrie, entreprise) comme le problème le plus urgent.

La Maroc ne fait pas exception dans ce domaine, le gouvernement du pays est également intéressé à accroître la croissance des investissements étrangers.

Face aux problèmes que connaissent actuellement le monde, et par conscience de La contribution des investissements directs étrangers à la croissance économique, le gouvernement Marocain à placer l'attraction de ces derniers parmi les priorités économiques du pays.

A cet égard, il a déployé d'importants efforts, depuis ces deux dernières décennies, en matière d'instauration d'un climat favorable à l'investissement notamment par la mise en place des politiques d'incitation, de promotion et d'attraction des IDE, de mettre en exergue des nouvelles conditions d'investissements recherchées par les firmes multinationales. C'est ainsi que la mise en place, de la nouvelle charte d'investissement de 2022 qui s'inspire de l'esprit du Nouveau modèle de développement, qui va accompagner la relance des différents secteurs de l'économie marocaine qui sont impactés par les crises actuelles.

Un grand travail a été fait au niveau des renforcements des institutions, le renforcement des fondamentaux économiques et une flexibilité au niveau de la scène internationale. Ces réformes ont permis au Maroc de s'imposer comme partenaire incontournable des investisseurs.

Le Maroc est l'un des pays où le taux d'investissement est le plus élevé, il tourne autour de 28 à 30% du PIB alors que la moyenne internationale ne dépasse pas 25%. Le stock des IDE est passé de 10 milliards de dollars en 2000 à 73 milliards de dollars en 2021, soit une croissance annuelle moyenne de 10%<sup>2</sup>.

L'investissement au Maroc est principalement porté par le Secteur public qui représente les deux tiers de l'investissement global. L'investissement privé reste concentré dans trois secteurs : le commerce, les industries manufacturières et l'immobilier. Malgré ce niveau élevé l'impact au niveau socioéconomique reste un défi et challenge.

L'économie du Maroc, à l'instar de plusieurs pays en développement, fortement dépendante de l'économie mondiale, a été impactée non seulement à cause des crises externes inattendus mais aussi en raison de la sécheresse qui touche le secteur de l'agriculture qui représentent presque 17 % du PIB.

Ces crises sont une opportunité pour créer les conditions favorables à une économie résiliente et à une croissance économique durable et inclusive, favorisant le développement économique et social.

Le Maroc a le potentiel pour augmenter les investissements directs étrangers, il dispose de toutes les opportunités et ressources pour améliorer l'environnement d'investissement et se concentrer davantage sur le développement.

Selon le rapport 2021 de la CNUCED, la structure des IDE du Maroc est relativement diversifiée et est dominée par des multinationales, qui assurent une forte présence, spécialement, dans le domaine manufacturier, à l'exemple de l'automobile, de l'aéronautique ou du textile...

L'analyse et l'étude du domaine d'investissement au Maroc permet de déduire un nombre de problématiques prêtes à se transformer vers de futures opportunités. En matière de défis, il sied de signaler que l'absence d'une vision stratégique globale et la capacité limitée du secteur

---

<sup>2</sup> Oumayma Bourhriba, Badr Mandri ,(2022) Réinvestissement des IDE au Maroc : un potentiel à exploiter, Policy center for the new south 30 Décembre 2022.

public ont participé en la création d'une nouvelle dynamique et le lancement d'une nouvelle vision et initiatives permettant de dépasser ces manquements.

Les recommandations du nouveau modèle de développement, la nouvelle charte d'investissement sont considérées des entrées et inputs qui visent à dépasser un nombre de problématiques et qui mettent en exarque la nécessité d'une relecture et réorientation d'un nombre de pas stratégique tel que :

- ☞ Le Renforcement du partenariat Public-Privé par le biais d'une mise en œuvre d'une stratégie de bonne gouvernance
- ☞ Développer le capital humain
- ☞ Elaboration d'une nouvelle charte de l'investissement en mettant en place un écosystème favorable ainsi que la facilitation à l'accès au foncier
- ☞ Importance de la mobilisation de l'ensemble des acteurs impliqués et les intégrer dans le sens profond et âme du nouveau pacte de l'Investissement dans la perspective de créer les conditions de développement d'une part et la création d'emploi d'autre part.
- ☞ Améliorer l'environnement des investissements et se rapprocher des normes internationales.
- ☞ La nécessité d'encourager l'initiative privée à plus d'implication au niveau, local, régional et national.
- ☞ Encourager le secteur privé jugée faible qui est l'une des raisons justifiant la faible rentabilité de l'investissement au Maroc.
- ☞ Intégrer la Zone de Libre-échange continentale africaine, qui est d'une importance décisive pour la promotion du label Maroc et de l'influence économique du Maroc dans la région.

### **3.3 Les effets de la guerre entre la Russie et l'Ukraine sur les IDE**

Les effets à long terme de la guerre en Ukraine sur la mondialisation dépendront de la manière dont les politiques gouvernementales et les décisions des entreprises en matière de commerce et d'investissement s'ajusteront dans un monde où les risques géopolitiques sont plus élevés. La guerre a des effets plus directs qui dépendent de fournisseurs des marchés en Russie et en Ukraine, Mais le choc causé par cette guerre va bien au-delà de ces deux pays, car les risques géopolitiques se sont accrus à l'échelle mondiale.

Pour le cas du Maroc, il est peu probable que la guerre ukrainienne ait un impact direct sur l'investissement, car les deux pays sont situés à des milliers de kilomètres l'un de l'autre et n'ont pas de liens économiques ou commerciaux significatifs. Cependant, la guerre ukrainienne a eu des effets indirects sur l'investissement au niveau mondial, en particulier si elle entraîne une hausse des prix des matières premières, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ou des tensions géopolitiques plus larges.

La dépendance à l'égard des producteurs étrangers d'intrants peut entraîner une perturbation de la production lorsque les pays sources subissent un choc négatif, qu'il s'agisse d'une catastrophe naturelle, d'une pandémie ou d'une guerre entraînant des sanctions économiques. De nombreux observateurs affirment que les entreprises réagiront à ces chocs en reconsidérant l'équilibre entre efficacité et résilience de la production, entraînant des changements à long terme dans la structure des CVM sous la forme de relocalisation, de proximité et de diversification, voire la fin de la mondialisation .

Les effets de la guerre augmenteront les coûts des activités commerciales transfrontalières, du moins à court terme, et pourraient conduire de nombreuses entreprises à réinvestir une part plus faible de leurs bénéfices qu'elles ne l'ont fait dans un passé récent ou à suspendre de nouveaux investissements, à la fois les fusions et acquisitions (M&A) et les investissements greenfield.

L'invasion russe de l'Ukraine et la réponse internationale ont provoqué un nouveau choc négatif et une perturbation de l'économie mondiale qui ont un impact profond et immédiat sur les IDE et les autres flux de capitaux. Ces impacts sont principalement observés en Ukraine et en Russie, mais ont des répercussions sur les flux de capitaux mondiaux par le biais des liens commerciaux et des effets de déplacement.

La fragilité et les crises peuvent entraîner des désinvestissements importants de multinationales étrangères. Bien que les désinvestissements soient une caractéristique fréquente et naturelle des chaînes d'approvisionnement mondiales, car ils permettent aux entreprises d'adapter leurs opérations à l'évolution des réalités commerciales, telles que de graves contraintes de liquidité, des niveaux d'endettement croissants, et c'est le cas pour une économie de la taille de la Russie, le volume actuel des désinvestissements est probablement sans précédent.

Les perturbations de l'approvisionnement, les contractions de la demande, les perspectives pessimistes des acteurs économiques et la position que les autorités russes ont récemment

adoptée vis-à-vis des entreprises étrangères vont probablement accélérer les désinvestissements.

Selon le rapport de la Banque mondiale « The Impact of the War in Ukraine on Global Trade and Investment » La Russie et l'Ukraine ne sont pas des acteurs majeurs dans les réseaux mondiaux d'IDE. La Russie était la 22e plus grande destination d'IDE en 2020 parmi 202 pays, et le 22e plus grand investisseur à l'étranger parmi 172 pays. Son stock d'IDE entrants et sortants représentait 1 % du stock mondial. Une analyse de réseau du stock mondial d'IDE montre que la Russie est un nœud de second rang dans le réseau mondial et régional d'IDE, clairement en dessous de la normale compte tenu de la taille de sa population. L'Ukraine a représenté 0,1 % du stock mondial d'IDE entrants en 2020, et son stock d'IDE sortants est négligeable.

Les économies d'Europe de l'Est et d'Asie centrale sont les plus dépendantes de la Russie pour les investissements bilatéraux. Parmi les principaux pays d'origine et de destination des IDE de la Russie figurent plusieurs pays européens avancés, bien que les IDE à destination et en provenance de la Russie ne représentent qu'une part minime du total des IDE en provenance et dans ces pays.

Ainsi les sanctions étendues et sans précédent à la Russie imposé par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et d'autres ... en réponse à son invasion de l'Ukraine. Ces sanctions comprennent : le retrait de sept banques russes du système de paiement Swift, l'interdiction des transactions entre la plupart des entités financières russes et leurs homologues américaines, la restriction des exportations vers la Russie de produits utilisés dans les chaînes de valeur de l'électronique, de l'automobile, de l'aviation et du raffinage du pétrole, et d'autres sanctions financières et économiques.

Les pays européens qui dépendent d'investissements bilatéraux dans le secteur de l'énergie avec la Russie peuvent être confrontés à des risques élevés, à des pertes d'investissement potentielles, à des perturbations de l'approvisionnement en énergie et à une hausse des prix de l'énergie.

Si les effets directs de la guerre sur l'IDE sont limités aux pays les plus exposés, les effets indirects sur l'IDE et les multinationales pourraient s'avérer beaucoup plus profonds et étendus. Le choc causé par cette guerre va bien au-delà des deux pays, car les risques géopolitiques se sont accrus à l'échelle mondiale.

Les effets négatifs sur les multinationales plus exposées à la Russie se répercuteront également sur les chaînes de valeur. Les sanctions peuvent affecter la liquidité et la solvabilité des banques

et resserrer les conditions financières mondiales, ce qui pourrait entraîner une augmentation des coûts d'emprunt et des tensions financières dans les pays émergents.

La flambée des prix des matières premières et l'augmentation de l'inflation pourraient entraîner de nouvelles hausses de taux dans les économies avancées, ce qui ralentirait la croissance mondiale et supprimerait l'investissement privé. L'incertitude et les risques géopolitiques élevés réduiront la confiance des investisseurs, décourageront les nouveaux investissements et obligeront certaines multinationales à limiter leurs activités.

D'autre part selon les rapports de la Banque mondiale de 2022, les pays en développement sont encore sous le choc de la pandémie de COVID-19 ; selon les prévisions, la production et les investissements dans les pays émergents et en développement devraient rester nettement inférieurs aux niveaux antérieurs à la pandémie pendant des années, tandis que les économies avancées connaîtront une reprise complète d'ici la fin de l'année 2023.

Les risques élevés et l'incertitude, la volatilité des taux de change, le ralentissement de la croissance et le resserrement des liquidités mondiales vont accélérer la fuite des capitaux des pays en développement, les investisseurs se ruant vers les actifs plus sûrs des économies avancées. Cela aggravera les vulnérabilités causées par la COVID-19 et découragera encore plus les IDE dans les marchés émergents et les économies en développement. Enfin, les retombées à long terme de la guerre et des sanctions pourraient être une nouvelle débilitation et fragmentation du système financier mondial et des chaînes de valeur mondiales.

#### **4. Conclusion**

Les investissements étrangers jouent un rôle important dans la transformation qualitative de la structure économique des pays du monde. Étant donné que l'objectif principal de l'investissement de fonds pour tout investisseur est de maximiser les profits, lorsqu'ils prennent la décision d'investir dans un pays particulier, les investisseurs étrangers tiennent compte de son potentiel d'investissement, évaluent l'attractivité des investissements et étudient le climat d'investissement.

La Maroc est un pays prometteur pour les investissements, en raison de sa position géographique avantageuse, de la richesse de ses ressources naturelles... Des prévisions favorables pour le développement des processus d'investissement dans le pays sont également

données par les notations internationales d'attractivité des investissements : la Banque mondiale, OCDE etc...

Et bien que des facteurs négatifs persistent, tels qu'une législation imparfaite, un système fiscal complexe et pas toujours clair, des risques de dépréciation du capital et un niveau élevé de corruption, le Maroc renforce progressivement sa position sur le marché international de l'investissement. Cependant, la pandémie de coronavirus, qui a balayé le monde entier en 2020, est devenue un facteur de risque imprévisible, ayant un impact négatif important sur le secteur réel de l'économie, faisant baisser les taux de croissance économique dans tous les pays du monde et réduisant les volumes d'investissement.

Il est nécessaire de se concentrer davantage sur la maximisation des conditions pour les investisseurs étrangers afin d'accroître leur confiance : accroître la transparence du système de relations entre le gouvernement et les entreprises, réduire la corruption, accroître la transparence du système fiscal et améliorer la réglementation juridique des investisseurs.

## REFERENCES

- Asian Development Bank (2022) The Effect of COVID-19 on Foreign Direct Investment, Kazunobu Hayakawa, Hyun-Hoon Lee, and Cyn-Young Park, No. 653 | March 2022
- CNUCED (2022) Rapport sur l'investissement dans le monde : les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable.
- Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) (2021), Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean, (LC/PUB.2021/8-P), Santiago.
- Kostyrko L. Sieriebriak K. (2022) Investment attractiveness of Ukraine as a dominant attraction of foreign direct investment from the European space : Analysis, Evolution. Financial and credit activity : problems of theory and practice Volume 2 (43).
- OCDE (2018) Examen des statistiques d'investissements directs internationaux au Maroc.
- OCDE (2020) L'investissement dans la région MENA à l'heure du COVID-19.
- OECD (2020) investment policy responses to COVID-19.
- OCDE (2021), Perspectives des politiques d'investissement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/efcc255a-fr>.
- OECD (2022) Foreign direct investment statistics : data, analysis and forecast.
- Olga Stoddard and Ilan Noy. (2015). Fire-sale FDI ? The Impact of Financial Crises on Foreign Direct Investment. Review of Development Economics, 19(2), 387–399.

-Oumayma Bourhriba, Badr Mandri ,(2022) Réinvestissement des IDE au Maroc : un potentiel à exploiter, Policy center for the new south 30 Décembre 2022.

-Prema-chandra Athukorala. FDI in Crisis and Recovery: Lessons from the 1997-98 Asian Crisis.

-Wladimir Andreff, (2013).L'Etat "mondialisateur" survivra à la crise de la mondialisation, Presses Universitaires de Paris Ouest, pp.299-317, 2013, Sciences humaines et sociales, 9782840161189.

-Word Bank Group (2022) The Impact of the War in Ukraine on Global Trade and Investment.